



STATISTIQUES ET INDICATEURS

LES REPRISES D'EMPLOI DES DEMANDEURS D'EMPLOI AU 2^{EME} TRIMESTRE 2021 EN AUVERGNE-RHONE-ALPES



Définition : La mesure de l'accès ou du retour à l'emploi des demandeurs d'emploi inscrits sur les listes de Pôle emploi demandeurs d'emploi est construite à partir des déclarations préalables à l'embauche (DPAE) transmises par les employeurs à l'ACOSS et la CCMSA, et les données de Pôle emploi (pour les emplois non-salariés, salariés de particuliers employeurs, salariés en contrat de droit public ou de droit d'un pays étranger). Le nombre de reprises d'emploi est mesuré pour les demandeurs d'emploi en catégories A ou B ayant une DPAE d'un mois ou plus, sortants des listes en déclarant une reprise d'emploi, ou basculant sous certaines conditions en catégories C ou E (cf. méthodologie en page 3).

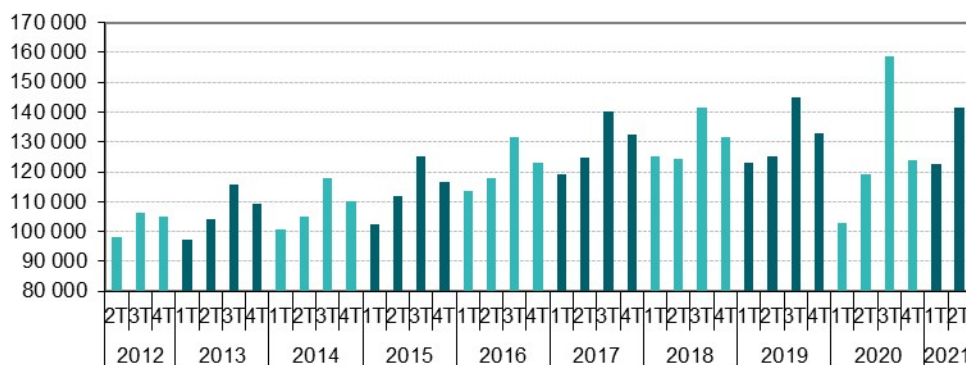
Au cours du 2^{eme} trimestre 2021, 141 500 demandeurs d'emploi inscrits en catégories A ou B ont repris un emploi d'une durée d'un mois ou plus. Ce nombre est en **hausse de +18,6 %** par rapport au 2^{eme} trimestre 2020, qui avait été affecté par le premier confinement, mais également sur 2 ans (+13,0% par rapport au 2^{eme} trimestre 2019). Rapporté au nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégories A ou B sur la période, cela représente un **taux de reprise d'emploi de 9,9 %, en hausse de +2,5 pt.**

Sur la même période, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A ou B est en baisse dans la région (-10,0% par rapport au 2^{eme} trimestre 2020 et +6,4% sur 2 ans).

Auvergne-Rhône-Alpes concentre 12,2% du nombre total de reprises d'emploi en France au cours du 2^{eme} trimestre 2021 (alors que la région représente 10,8 % des demandeurs d'emploi français inscrits en catégories A et B).

Au total sur un an, cela représente 546 500 reprises d'emploi (hausse de +9,2% par rapport à l'année précédente). Sur la même période, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégories A ou B a augmenté de +4,3%. Le nombre de reprises d'emploi connaît des fluctuations saisonnières importantes (cf. graphique 1).

Graphique 1 : Nombre trimestriel de reprises d'emploi des demandeurs d'emploi de la région



Parmi les reprises d'emploi recensées au cours du 2^{eme} trimestre 2021, 27 700 concernent des **jeunes âgés de moins de 25 ans soit 20% de l'ensemble des reprises d'emploi**. Pour comparaison, cette population représente 13% des demandeurs d'emploi inscrits en catégories A et B au cours du 2^{eme} trimestre 2021.

Le constat est inverse pour les **séniors** (demandeurs d'emploi âgés de 50 ans ou plus). Au 2^{eme} trimestre 2021 sont comptabilisées 23 600 reprises d'emploi pour cette population soit **17% de l'ensemble des reprises d'emploi**, alors que les seniors représentent 27% des demandeurs d'emploi inscrits en catégories A et B en Auvergne-Rhône-Alpes.

Enfin, le nombre de reprises d'emploi concernant **des chômeurs de longue durée** (inscription à Pôle emploi supérieure ou égale à un an) est de 52 300 soit **37% des reprises d'emploi** de la région, alors que cette population représente 45% des personnes inscrites en fin de mois en catégories A ou B.

Des disparités selon les bassins d'emploi

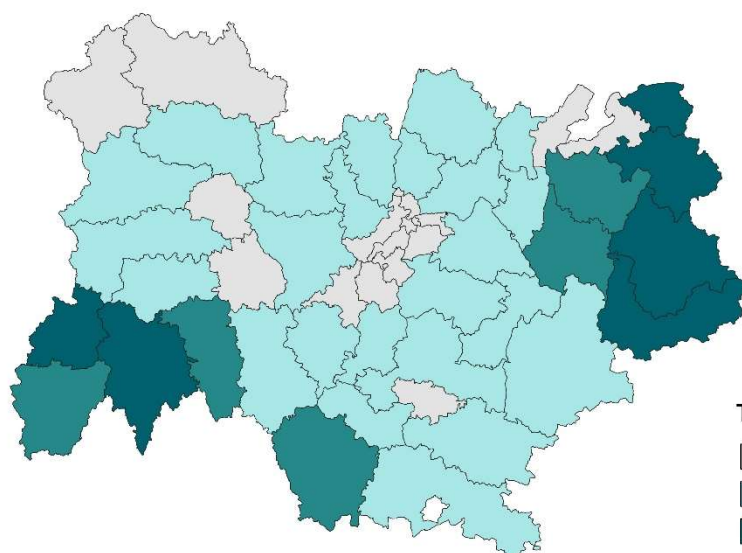
En rapportant le nombre trimestriel de reprises d'emploi au nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégories A ou B sur la période, on obtient un **taux de reprise d'emploi de 9,9% en Auvergne-Rhône-Alpes**. Le taux de reprise d'emploi varie significativement selon le bassin d'emploi de rattachement du demandeur d'emploi (*cf carte 1*).

Les bassins de Tarentaise (18,0%), Maurienne (16,6%), Vallée de l'Arve (14,5%), Saint-Flour (13,6%) et Mauriac (13,5%) enregistrent les taux de reprise d'emploi les plus élevés de la région.

A l'opposé les bassins de Montluçon (7,9%) et Genevois Français (8,0 %) se distinguent par les taux de reprise les plus faibles de la région.

En un an, **le taux de reprise d'emploi augmente de +2,5 pts en Auvergne-Rhône-Alpes**. L'ensemble des territoires de la région sont en hausse. Le Cantal (+5,2 pts) est le département qui enregistre la hausse la plus forte. (*cf carte 2*).

Carte 1 : Taux de reprise d'emploi des demandeurs en catégories A ou B par bassin d'emploi au 2^{eme} trimestre 2021



Source : Fichier Historique des demandeurs d'emploi (Pôle emploi) et DPAE (AcoSS – CCMSA) - Données brutes

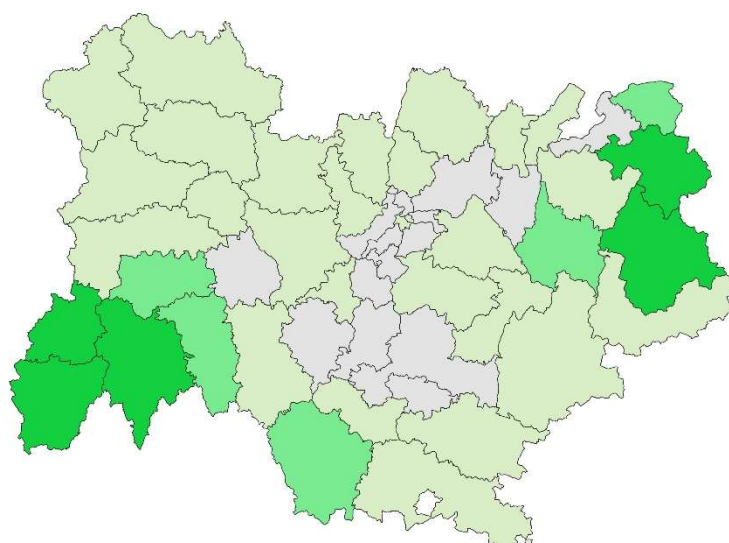
Taux de reprise d'emploi

- Moins de 9 %
- De 9 à 11 %
- De 11 à 13 %
- Plus de 13 %



Les taux de reprise d'emploi pour les bassins frontaliers avec la Suisse (notamment Gex, Genevois et Chablais) sont légèrement sous-estimés du fait que certaines reprises d'emploi ne sont pas comptabilisées. En effet, les DPAE ne comptabilisent pas les emplois sous contrat de droit étranger. Les reprises d'emploi à l'étranger, sauf cas où elles sont déclarées à Pôle emploi directement par le demandeur d'emploi, ne sont donc pas prises en compte pour le calcul de cet indicateur de reprise d'emploi.

Carte 2 : Evolution du taux de reprise d'emploi entre le 2^{eme} trimestre 2020 et le 2^{eme} trimestre 2021 par bassin d'emploi



Evolution du taux de reprise

- <0 pt
- De 0 à +2 pts
- De +2 à +3 pts
- De +3 à +4 pts
- > +4 pts

Source : Fichier Historique des demandeurs d'emploi (Pôle emploi) et DPAE (AcoSS – CCMSA). Données brutes

Un taux de reprise d'emploi plus important chez les jeunes demandeurs d'emploi

Les reprises d'emploi sont proportionnellement plus fréquentes parmi les demandeurs d'emploi âgés de moins de 25 ans. En effet, parmi les jeunes inscrits en catégories A ou B au cours du 2^{eme} trimestre 2021, 14,8% ont repris un emploi (cf [tableau 1](#)).

A l'inverse, les séniors sont ceux pour lesquels le taux de reprise d'emploi est le plus faible (6,1%).

Ce taux varie également selon l'ancienneté d'inscription : il atteint 11,3% parmi les chômeurs inscrits depuis moins d'un an, contre 8,2% parmi les chômeurs de longue durée.

Tableau 1 : Nombre de reprises d'emploi des demandeurs d'emploi en catégories A ou B selon les caractéristiques des demandeurs d'emploi

	Nombre de reprises d'emploi 2eme trim 2021	Nombre de reprises d'emploi 2eme trim 2020	Taux de reprise d'emploi au 2eme trim 2021	Taux de reprise d'emploi au 2eme trim 2020
Total Auvergne-Rhône-Alpes	141 453	117 423	9,9%	7,4%
<i>dont demandeurs d'emploi</i>				
de moins de 25 ans	27 690	21 097	14,8%	9,6%
de 25 à 49 ans	90 187	75 817	10,5%	7,9%
de 50 ans et plus	23 576	20 509	6,1%	5,1%
inscrits depuis un an ou plus	52 328	42 309	8,2%	6,6%
inscrits depuis moins d'un an	89 125	75 114	11,3%	8,0%
hommes	74 195	65 333	10,6%	8,3%
femmes	67 258	52 090	9,2%	6,6%

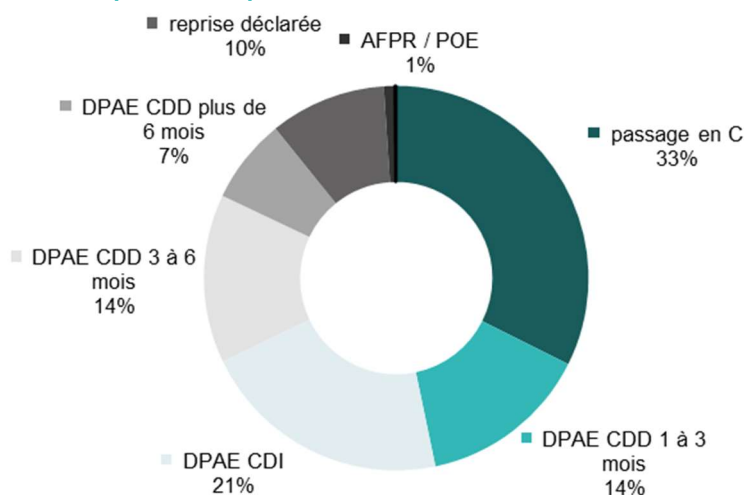
Source : Fichier Historique des demandeurs d'emploi (Pôle emploi) et DPAE (Acooss – CCMSA). Données brutes

Le taux de reprise d'emploi est plus élevé pour les hommes (10,6%) que pour les femmes (9,2%).

En termes d'évolution sur un an, les plus fortes hausses du taux de reprise d'emploi concernent les **jeunes (+5,1 pts)**, ou les chômeurs inscrits depuis moins d'un an (**+3,4 pts**). Les séniors (+1,0 pt) et les demandeurs d'emploi de longue durée (+1,5 pts) affichent les plus faibles hausses.

ANNEXES

Graphique 2 : Composition des reprises d'emploi au 2^{eme} trimestre 2021



Source : Fichier Historique des demandeurs d'emploi (Pôle emploi) et DPAE (Acooss – CCMSA). Données brutes

Au 2^{eme} trimestre 2021, les déclarations préalables à l'embauche d'un mois ou plus représentent 57% des reprises d'emploi (cf. [graphique 2](#)) au niveau régional.

33% des reprises d'emploi sont repérées par une bascule en catégorie C.

Les passages en formations AFPR ou POE individuelle contribuent de façon très faible au nombre de reprise d'emploi (soit 1%).

A noter cependant que certaines de ces bascules en catégorie C sont associées à une DPAE d'emploi intérimaire (pour lesquelles la durée n'est pas renseignée). En revanche, lorsque les bascules en catégorie C sont associées à une DPAE en CDD de moins d'un mois, elles ne sont pas comptabilisées dans cet indicateur.

L'ordre de priorité dans la construction du nombre de reprises d'emploi explique la faible proportion de sorties pour reprise d'emploi déclarée. En effet, un demandeur qui possède une DPAE et renseigne dans le même temps une sortie pour reprise d'emploi sera compté dans le nombre de reprises d'emploi comme possédant une DPAE.

METHODOLOGIE

Les informations présentes dans le système d'information de Pôle emploi ne suffisent pas, à elles seules, à repérer correctement l'ensemble des retours vers l'emploi des demandeurs d'emploi. En effet, certains demandeurs d'emploi retrouvant un emploi cessent d'actualiser leur inscription et sortent ainsi des listes, sans pour autant déclarer à Pôle emploi la reprise d'emploi. L'enquête trimestrielle réalisée par Pôle emploi et la Dares sur les sortants des listes montre ainsi qu'environ la moitié des sortants pour défaut d'actualisation, et un tiers des sortants pour radiation administrative (le plus souvent après une non réponse à convocation), sont en fait des sorties pour reprise d'emploi.

Description de la DPAE

La DPAE est une déclaration obligatoire, qui doit être transmise à l'Acoss ou à la CCMSA par l'employeur dans les huit jours qui précèdent l'embauche. Les DPAE concernent l'ensemble des embauches, à l'exception des particuliers employeurs ou des employeurs publics lorsqu'ils recrutent sur un contrat de droit public⁽¹⁾. On estime généralement que l'embauche est effective pour plus de 95% des DPAE déposées. (Pour plus d'information consulter <https://www.acoss.fr/home/observatoire-economique/publications/acoss-stat/2019/acoss-stat-n282.html> .

La DPAE comprend des informations sur :

- l'établissement recruteur (identification, secteur d'activité) ;
- le salarié (identification, sexe, âge) ;
- le contrat de travail (nature, durée et date d'embauche).

Les établissements de travail temporaire transmettent en début de mission une DPAE spécifique. Celle-ci ne comprend pas la durée de la mission d'intérim.

La mesure du nombre de reprises d'emploi

Les DPAE n'étant pas exhaustives, le nombre de reprise d'emploi est construit en complétant l'information contenue dans les DPAE par d'autres informations disponibles dans les fichiers de Pôle emploi. Seuls les retours à l'emploi pour une durée supérieure ou égale à un mois sont pris en compte.

Le nombre de reprises d'emploi pour le mois M est ainsi mesuré comme le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A et B au cours du mois M-1 qui :

- ont une DPAE de plus d'un mois (CDI ou CDD de plus d'un mois) au cours du mois M, ou M+1 (sans être inscrits en catégories A ou B en M) ;
- ou sont repérés comme reprenant un emploi de plus d'un mois au cours du mois M parce qu'ils :
 - sont sortis des listes pour reprise d'emploi déclarée au cours du mois M ;
 - ou ont basculé en catégorie E au cours du mois M ;
 - ou ont basculé en catégorie C au cours du mois M sans revenir en catégories A ou B au cours du mois M+1, dès lors qu'ils n'exerçaient pas plus de 70 heures d'activité réduite au cours du mois M-1⁽²⁾
 - sont entrés en Action de Formation Préalable au Recrutement (AFPR) ou en Préparation Opérationnelle à l'Emploi (POE) individuelle, ces actions étant conditionnelles à un engagement de recrutement.

L'ensemble de ces règles est appliqué de façon à éviter tout double compte (reprise d'emploi durable mesurée deux mois successifs pour une même reprise d'emploi). De plus, lorsque la reprise d'emploi est repérée par une sortie des listes pour reprise d'emploi déclarée, ou une bascule en catégorie C ou E, elle n'est pas prise en compte lorsqu'elle est associée à une DPAE de moins d'un mois.

Cet indicateur permet ainsi d'approcher précisément le nombre de reprises d'emploi à partir de données administratives, disponibles rapidement et sur un champ exhaustif.

Les catégories statistiques de demandeurs d'emploi

On distingue les 5 catégories suivantes de demandeurs d'emploi :

- Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi au cours du mois.
- Catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 heures ou moins au cours du mois).
- Catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 heures au cours du mois).
- Catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi. Ils peuvent être en stage ou formation, en maladie, en convention de reclassement personnalisé (CRP), en contrat de transition professionnelle (CTP) ou en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi.
- Catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

⁽¹⁾ En revanche, l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics à caractère administratif ont l'obligation d'établir une DPAE lorsqu'ils embauchent des salariés dans le cadre d'un contrat de travail de droit privé.

⁽²⁾ Ce seuil de 70 h vise à limiter la prise en compte de passages de catégorie B en catégorie C due à une légère augmentation de la durée travaillée d'un mois à l'autre dans un même emploi.